

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 24/477</b>  <b>CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE EN PARALLÈLE À LA RD 206 ENTRE LE GIRATOIRE DES PALMES ACADÉMIQUES ET LE GIRATOIRE ABRAN (HORS AGGLOMÉRATION) PR D0+420 AU PR D0+950 À OLLIIOULES - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/477**

**BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024**

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE  
DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE À  
L'AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE EN PARALLÈLE  
À LA RD 206 ENTRE LE GIRATOIRE DES PALMES  
ACADÉMIQUES ET LE GIRATOIRE ABRAN (HORS  
AGGLOMÉRATION) PR D0+420 AU PR D0+950 À  
OLLIOULES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** la délibération du Conseil Départemental du Var n°G104 de la Commission Permanente du 08/07/2024, ci annexée,

**VU** la convention ci-annexée,

**CONSIDERANT** que le Département du Var souhaite aménager une voie verte sur la route départementale 206 à Ollioules, entre le giratoire des Palmes Académiques et le giratoire Abran pour sécuriser le parcours cyclable et les cheminements piétons,

**CONSIDERANT** que cette opération concerne la création d'une voie verte avec un mur de soutènement au nord, d'un trottoir au sud et la reprise de la chaussée sur un linéaire de 450 m,

**CONSIDERANT** que les travaux comprennent les prestations principales suivantes :

- le dégagement des emprises y compris le déplacement d'arbres, la dépose de la signalisation verticale,
- les terrassements de toutes natures y compris dans les espaces verts et le talus,
- la dépose de bordures, la démolition de chaussées et de trottoirs,
- la réalisation d'un mur de soutènement en éléments préfabriqués avec parement en pierres et la création d'un îlot séparateur à végétaliser en protection de la voie verte,
- le renforcement du réseau pluvial et la création du réseau d'éclairage public,
- la pose de fourreaux pour le futur réseau fibre de la commune d'Ollioules,
- le remplacement de deux poteaux incendie,
- la réalisation de structures de voie verte, de trottoir et de chaussée,
- la reprise de deux arrêt bus,
- la mise en œuvre d'un enrobé beige sur la voie verte et le trottoir ainsi qu'un enrobé noir sur la chaussée,
- la mise en œuvre de terre végétale et du réseau d'arrosage primaire dans l'îlot séparateur et les nouveaux espaces verts,
- la mise en place des signalisations horizontale et verticale.

**CONSIDERANT** que le Département du Var assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ces travaux,

**CONSIDERANT** que le montant total estimé de l'opération est de 1 537 000 € HT, arrondi à 1 844 400 € TTC. Le montant des travaux est arrondi à 1 438 000 € HT. La participation de la Métropole TPM est estimée à 157 542,50 €.

**CONSIDERANT** qu'il convient de définir les modalités techniques, administratives et financières pour la réalisation de ces travaux,

Et après en avoir délibéré,

## DECIDE

### ARTICLE 1

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### ARTICLE 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention entre la Métropole TPM et le Département du Var relative à l'aménagement d'une voie verte en parallèle de la RD 206 entre le giratoire des Palmes Académiques et le giratoire Abran (hors agglomération) PR D0+420 au PR D0+950 à Ollioules.

### ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits nécessaires à la participation financière seront inscrits sur le Budget Principal - Opération 10190 – Imputation Budgétaire 204132.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





# LE DÉPARTEMENT

## Commission permanente

### Extrait du registre des délibérations

Séance du 8 juillet 2024

**N° : G104**

**OBJET** : CONVENTION A PASSER AVEC LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE CONCERNANT L'AMENAGEMENT D'UNE VOIE VERTE ENTRE LE GIRATOIRE DES PALMES ACADEMIQUES ET LE GIRATOIRE ABRAN, SUR LA RD 206 A OLLIOULES - ABROGATION DE LA DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE G94 DU 25 SEPTEMBRE 2023

La séance du 8 juillet 2024 s'est tenue à 11h00 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Didier BREMOND, Premier Vice-président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Françoise DUMONT, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, M. Jean-Martin GUISIANO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Sonia LAUVARD, Mme Françoise LEGRAIEN, M. Philippe LEONELLI, M. Nicolas MARTEL, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Lydie ONTENIENTE, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, M. Ludovic PONTONE, M. Louis REYNIER, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Véronique LENOIR à M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW à Mme Christine NICCOLETTI.

Déports/Sorties : M. Robert BENEVENTI, M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON.

Absents/Excusés : M. Thierry ALBERTINI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Michel BONNUS, Mme Josée MASSI, M. Joseph MULE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil général n°58 du 16 décembre 1997 relative aux routes départementales en traverse d'agglomération- aide aux communes,

Vu la délibération du Conseil général n°A2 du 12 février 2013 relative à la modification des autorisations de programme, liée à la mise en place de la nouvelle segmentation,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A14 du 12 novembre 2019 et la convention afférente CO 2019-1181 relative aux modalités d'exercice par le Département de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires en cohérence avec les politiques mises en oeuvre par la Métropole,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A24 du 14 décembre 2021 relative au lissage et à la fusion des autorisations de programme et d'engagement dans le cadre du passage à la M57 et de l'évolution de l'application de gestion financière,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022 du Conseil départemental, portant adoption du règlement budgétaire et financier de la collectivité,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A38 du 24 mai 2022 relative à la revalorisation de l'autorisation de programme concernant les travaux d'aménagement du réseau routier

Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 portant délégation de certaines attributions du Conseil départemental au Président du Conseil départemental, complétée par délibération n°A7 du 7 février 2023 et modifiée par délibération n°A10 du 6 novembre 2023,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A26 du 24 juin 2024 relative à la revalorisation de l'autorisation de programme concernant les travaux d'aménagements du réseau routier

Vu la délibération de la Commission permanente n°G94 du 25 septembre 2023 relative à l'aménagement d'une voie verte entre le giratoire des palmes académiques et le giratoire abran sur la RD 206 à Ollioules, qui désormais est obsolète puisque le projet de convention n'a jamais été signé par l'ensemble des parties et qu'il convient de l'abroger,

Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission mobilités et infrastructures routières (territoire métropolitain) du 20 juin 2024

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'abroger la délibération n° G94 de la Commission permanente du 25 septembre 2023 ayant autorisé le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente n° CO 2023-1212 avec la métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'aménagement d'une voie verte entre le giratoire des palmes académiques et le giratoire Abran sur la RD 206 à Ollioules,

- d'approuver les termes du projet de convention CO 2024-712 à conclure avec la métropole Toulon Provence Méditerranée relative à l'aménagement d'une voie verte entre le giratoire des palmes académiques et le giratoire Abran sur la RD 206 à Ollioules, tel que joint en annexe,
- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

L'opération de dépense n° 23OPE00707 d'un montant de 1 890 000 € TTC est affectée sur l'autorisation de programme 2015-1001IV-003 "Travaux d'aménagements du réseau routier" opération budgétaire 21100343 "Travaux d'aménagement du réseau routier", dispositif travaux neufs.

Le montant de l'opération est considéré hors révision des prix, le coût définitif sera présenté lors d'une délibération de clôture.

L'opération de recette n° 23OPE00708 d'un montant de 157 350 € HT provenant de la métropole est versée au budget départemental.

M. Robert BENEVENTI, M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX et M. Christian SIMON n'ont pas pris part au vote.

**Adopté à l'unanimité.**

Signé : Didier BREMOND  
Premier Vice-président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 11 juillet 2024  
Référence technique : 083-228300018-20240708-lmc187471-DE-1-1

Acte certifié exécutoire  
le 12/07/2024

Pour le Président du Conseil départemental,  
la directrice générale des services,  
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 12/07/2024



**CONVENTION RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE  
EN PARALLÈLE À LA RD 206 ENTRE  
LE GIRATOIRE DES PALMES ACADÉMIQUES ET LE GIRATOIRE ABRAN  
(HORS AGGLOMÉRATION)  
PR D0+420 AU PR D0+950 À OLLIOULES,**

*(Convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière)*

Entre :

Le Département du Var représenté par **Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var**, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente n° \_\_\_\_\_

Le Président du Conseil départemental est représenté par **Monsieur Ludovic PONTONE, Conseiller départemental et Président de la sous-commission "mobilités et infrastructures routières"** agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Ci-après désigné par « le Département » d'une part,

Et

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par **Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, Maire de Hyères**, habilité à cet effet par délibération n° \_\_\_\_\_ du Bureau métropolitain en date du \_\_\_\_\_

Ci-après désigné par « la Métropole », d'autre part.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**



## **Article 1. Contexte de la convention et justification de l'aménagement**

Validée par la délibération de la Commission permanente n°G94 du 25 septembre 2023, la convention initiale CO 2023-1212 comprend la participation de la Métropole d'un montant de 393 750 €. Ce montant n'a pas été accepté par la Métropole, motivé par le fait que les travaux et prestations à sa charge correspondent à un aménagement situé en agglomération, alors que la section de la RD206 concernée est située hors agglomération, impliquant une prise en charge financière à réduire.

En rappel pour cette opération : Le Département a étudié l'aménagement d'une voie verte sur la route départementale 206 à Ollioules, entre le giratoire des Palmes Académiques et le giratoire Abran (PR D0+420 au PR D0+950) pour sécuriser le parcours cyclable et les cheminements piétons. Le projet consiste ainsi en la création d'une voie verte et d'un trottoir ainsi que la reprise de la chaussée sur un linéaire de 450 m. Ce nouvel aménagement est réalisé en direction de Naval Group et de la Technopole de la Mer, dans la continuité de la voie verte faite en 2013 depuis le giratoire avec la RD26.

La RD206 à Ollioules permet une liaison directe avec Toulon Ouest. La section concernée est située dans une zone d'activités commerciales et d'habitations et elle est la seule voie d'accès à la Technopole de la Mer. Son trafic moyen est de 10 600 véhicules/jour. L'environnement immédiat de cette voie justifierait son classement en agglomération.

Les travaux se déroulent sous maîtrise d'ouvrage départementale, ils débutent au 1er trimestre 2025, pour une durée estimée à 6 mois.

## **Article 2. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet :

- d'une part, de confier la maîtrise d'ouvrage des travaux décrits à l'article 4 au Département conformément aux articles R.2431-1 et L.2410-1 à L.2432-6 du code de la commande publique,
- d'autre part, de définir les modalités techniques, administratives et financières de réalisation de ces travaux en accord avec la Métropole.

## **Article 3. Pièces constitutives**

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte 4 annexes :

- annexe 1 : plan de situation,
- annexe 2 : plan général des travaux, comprenant la délimitation des domaines publics départemental et métropolitain,
- annexe 3 : constat de réalisation des équipements,
- annexe 4 : tableau de répartition financière.

#### **Article 4. Nature des travaux**

L'opération concerne l'aménagement d'une voie verte avec un mur de soutènement au nord, d'un trottoir au sud et la reprise de la chaussée.

Les travaux comprennent le terrassement du talus situé au nord de la RD206 pour permettre la pose d'un mur de soutènement en éléments préfabriqués et la réalisation de la voie verte séparée de la chaussée par un îlot à végétaliser. Un trottoir est créé sur la partie sud de la RD206 comprenant le réseau d'éclairage public (section non éclairée actuellement), le renforcement du réseau pluvial et du réseau d'arrosage ainsi que la pose de fourreaux pour la future fibre communale.

Les travaux comprennent également la reprise de deux arrêts bus, les enrobés sur la chaussée et la reprise ponctuelle de la branche ouest (depuis Ollioules centre) du giratoire des Palmes Académiques afin d'augmenter sa déflection pour faire ralentir les véhicules dans ce giratoire.

Les principales prestations sont les suivantes :

- le dégagements des emprises y compris le déplacement d'arbres, la dépose de la signalisation verticale,
- les terrassements de toutes natures y compris dans les espaces verts et le talus,
- la dépose de bordures, la démolition de chaussées et de trottoirs,
- la réalisation d'un mur de soutènement en éléments préfabriqués avec parement en pierres et la création d'un îlot séparateur à végétaliser en protection de la voie verte,
- le renforcement du réseau pluvial et la création du réseau d'éclairage public,
- la pose de fourreaux pour le futur réseau fibre de la commune d'Ollioules,
- le remplacement de deux poteaux incendie,
- la réalisation de structures de voie verte, de trottoir et de chaussée,
- la reprise de deux arrêt bus,
- la mise en œuvre d'un enrobé beige sur la voie verte et le trottoir ainsi qu'un enrobé noir sur la chaussée,
- la mise en oeuvre de terre végétale et du réseau d'arrosage primaire dans l'îlot séparateur et les nouveaux espaces verts,
- la mise en place des signalisations horizontale et verticale.

L'aménagement paysager sera réalisé ultérieurement par la Métropole.

### **Article 5. Maîtrise d'ouvrage des travaux**

Le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux décrits à l'article 4 ci-dessus, dans le cadre de la présente convention valant permission de voirie.

### **Article 6. Maîtrise d'œuvre des travaux**

#### **- Phase réalisation :**

Le Département assure la maîtrise d'œuvre du chantier, via le pôle ingénierie de la direction des infrastructures et de la mobilité.

Au moins quinze jours avant, le Département informe la Métropole de la date de démarrage du chantier et de la durée d'exécution des travaux.

Les travaux font l'objet d'essais et de contrôles, dont les résultats sont communiqués à la Métropole.

Le Département invite la Métropole à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observation sur la qualité des travaux effectués, le Département ne peut être tenu responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

#### **- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :**

La Métropole participe aux différentes phases des opérations préalables ainsi qu'à la réception des travaux.

La Métropole formule ses observations éventuelles et ses avis sur le traitement des non-conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal. Celles-ci ne peuvent porter que sur les travaux lui incombant et objets de l'article 3 du présent document, mais elles sont informées de tous travaux pouvant avoir des incidences sur leurs propres réseaux.

### **Article 7. Approbation technique du projet**

Le Département réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation à la Métropole.

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter des dates d'accusé de réception par la Métropole des documents concernés. Si les approbations ne sont pas notifiées au Département dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme approuvée.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier, nécessaire pour des considérations techniques, est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme approuvée (acceptation tacite).

#### **Article 8. Déroulement des travaux**

La Métropole a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'elle juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

Le Département fournit à la Métropole tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualité, etc.) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécifications du DCE, ainsi que les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art.

Ces éléments et contrôles sont transmis à la Métropole sans délai afin de lui permettre une réaction appropriée le cas échéant.

En cas de manquement constaté eu égard aux instructions et prescriptions prévues par la présente convention, les agents de la Métropole habilités informent le Département afin qu'il prenne les dispositions nécessaires et fasse pallier les défaillances constatées.

#### **Article 9. Occupation du domaine public**

Le Département est autorisé à réaliser, dans l'emprise du domaine public routier métropolitain, tous les travaux nécessaires à l'aménagement, sous réserve de l'approbation par la Métropole du projet définitif de l'aménagement tel que présenté par le Département.

Le Département a la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

#### **Article 10. Prescriptions techniques particulières**

Les travaux nécessaires pour l'aménagement de la voirie comprenant la création de la voie verte, décrits à l'article 4 ci-dessus, sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

- **Signalisation du chantier :**

Le Département a la charge de la signalisation réglementaire du chantier, qui doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la

signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire). Les arrêtés temporaires de circulation seront demandés auprès des autorités, détentrices des pouvoirs de police de la circulation.

- **Coordination de sécurité et protection de la santé :**

Le Département désigne un coordonnateur SPS lors du lancement du chantier.

- **Vérification de l'implantation des équipements :**

Avant toute exécution effective d'ouvrage ou de partie d'ouvrage appartenant à la Métropole (ou devant lui être rétrocédé), il est procédé à une vérification contradictoire de leur implantation.

- **Achèvement et réalisation des travaux :**

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat de réalisation des équipements (annexe 3), signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : le chef du pôle ingénierie ou son représentant légal.

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : le directeur général des services techniques ou son représentant légal.

Ce constat ne peut être signé qu'après la fourniture par le Département à la Métropole du dossier des ouvrages exécutés (DOE), comprenant les plans de récolement et du dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage (DIUO) des aménagements réalisés.

## **Article 11. Financement de l'opération**

### **Estimation de l'opération :**

Tous les aménagements sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Département.

A titre indicatif, le montant total estimé de l'opération est arrondi à 1 844 400 € TTC soit 1 537 000 € HT, intégrant le montant des travaux arrondi à 1 438 000 € HT.

Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés aux frais du Département avec une participation financière de la Métropole correspondant aux postes suivants :

- les installations et signalisations de chantier en partie au prorata des travaux réalisés
- les travaux préparatoires en partie, au prorata des travaux réalisés.
- la fourniture et la pose de fourreaux et tuyaux pour les réseaux d'éclairage public, de l'arrosage primaire et de la fibre communale ainsi que le remplacement des 2 poteaux incendie situés dans l'emprise des travaux,

- la création de l'éclairage public (candélabres, câbles et raccordements)
- la fourniture et la pose de bordures P1 et de voliges métalliques comme délimitation des nouveaux espaces verts y compris l'îlot séparateur à végétaliser,
- la fourniture et la pose de bordures quai bus et des équipements de vigilance (dalles podotactiles et dispositif de guidage), le marquage jaune et la repose des totems existants pour les 2 arrêts bus déplacés,
- la mise en œuvre de terre végétale sur l'îlot séparateur de la voie verte et les nouveaux espaces verts.

**La participation de la Métropole est fixée à 10,25 % du montant HT de l'opération, soit estimée à 157 542,50 €, à titre indicatif.**

Cette participation sera calculée en fonction du montant total des dépenses réellement constatées à l'issue des travaux, sur présentation des justificatifs.

Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. La participation de la Métropole est donc non grevée de T.V.A.

Conditions de paiement :

Les versements par la Métropole sont subordonnés à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou au prorata des travaux réalisés.

Échéancier de paiement :

Le règlement de la participation financière de la Métropole se fait à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal (annexe 3 de la présente convention) signé par les deux cosignataires attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par le Département.

La Métropole s'engage à adresser les titres de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par le Département, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

Réévaluation de l'opération :

Dans le cas d'un dépassement du montant de l'opération, l'ajustement à la hausse de la participation de la Métropole ne pourra se faire que par le biais d'un avenant à la présente convention.



## **Article 12. Maîtrise foncière**

A l'issue des travaux, les nouvelles limites du domaine public départemental et du domaine public métropolitain seront établies conformément au plan général des travaux présenté en annexe 2 de la présente convention. Ceci permet à chaque collectivité d'intégrer les nouveaux aménagements dans leurs domaines publics respectifs.

## **Article 13. Exploitation et entretien des ouvrages**

Le Département conserve l'ensemble de ses attributions en tant qu'autorité de police de la conservation de l'aménagement réalisé dans l'emprise du domaine public départemental, en parallèle à la RD 206.

Pour ce qui concerne l'éclairage public, le réseau en attente pour la fibre communale, le réseau primaire d'arrosage, les poteaux incendie, la Métropole, en tant que propriétaire de ces ouvrages, en assure les droits et les obligations leur incombant.

En particulier, la Métropole est entièrement responsable d'éventuels problèmes survenant durant la vie des ouvrages, tant vis-à-vis de défaut de conception, que de malfaçons ou encore de problèmes sanitaires.

En rappel, la Métropole, propriétaire de l'éclairage public, du réseau en attente pour la fibre, du réseau primaire d'arrosage et des poteaux incendie, assure l'entretien, la maintenance et l'exploitation comprenant :

- l'entretien en bon état de fonctionnement des dispositifs d'éclairage public et les remplacements de cas échéant, après le délai de garantie,
- les actions de maintenance du matériel d'éclairage, le remplacement des matériels défectueux ou détériorés, n'entrant pas dans la garantie,
- les dépenses liées au fonctionnement de l'éclairage (abonnement au réseau et consommations d'électricité dès la mise en service),
- l'entretien du réseau en attente pour le déploiement de la fibre pour le compte de la commune avec le remplacement des matériels défectueux ou détériorés,
- l'entretien du réseau primaire d'arrosage en attente de la réalisation des aménagements paysagers, et des poteaux incendie avec le remplacement des matériels défectueux ou détériorés,

La Métropole assure également la réalisation et l'entretien des aménagements paysagers comprenant :

- la fourniture et la pose de végétaux et de minéraux composant les aménagements paysagers dans l'îlot central du giratoire et les zones à végétaliser,
- la fourniture, la pose, la mise en fonctionnement et l'entretien du réseau secondaire d'arrosage (comprenant les raccordements au réseau primaire, les électrovannes et commandes associées, les tuyaux et gouttes à gouttes, asperseurs...) avec le remplacement de toutes les pièces défectueuses des réseaux primaire et secondaire, le cas échéant,
- toutes les actions d'entretien de ces aménagements paysagers telles que l'arrosage, la fumure, le bêchage, la tonte et la taille dès le début des plantations,
- les dépenses liées à l'arrosage (abonnement aux réseaux et consommation d'eau et d'électricité) à la fertilisation et à la protection des sols dès la mise en service,
- les traitements phytosanitaires,
- le remplacement des végétaux au fur et à mesure de leur mortalité.

#### **Article 14. Conditions suspensives**

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par le Département de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

#### **Article 15. Durée de la convention**

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de trois ans suivant la date de sa signature sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement de la présente convention pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec A.R. deux mois avant la date de caducité.



Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux réalisés. Les délais de garantie démarrent à la date de réception par la Métropole des travaux réalisés par le Département, cette réception étant formalisée par un procès-verbal, après la signature du constat de la réalisation des équipements (annexe 3) par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Le Département et la Métropole se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois.

#### **Article 16. Règlement des différends**

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

##### **A - Litiges**

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts, composée de deux membres, le Département et la Métropole désignent respectivement un seul membre. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des deux parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

##### **B - Responsabilités**

La Métropole est informée que, le cas échéant, sa responsabilité peut être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire, au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager du domaine public, du fait du non-respect des obligations découlant de la présente convention par la Métropole. Et inversement, il en est de même pour la responsabilité du Département qui pourrait être mise en cause pour les travaux sur l'emprise communale.

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de la Métropole non prévus par la présente convention.

Le Département ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

Le Département est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé au Département ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier, ou faute d'avoir présenté ses observations lors de la réception des travaux, la Métropole ne peut ultérieurement mettre en cause la responsabilité du Département dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

### **C - Recours suite aux travaux**

La Métropole donne mandat au Département, maître d'ouvrage des travaux prévus par la présente convention, aux fins d'engager, le cas échéant, toutes recherches en responsabilité, opérations d'expertise et/ou actions judiciaires à l'encontre des entreprises susceptibles d'être responsables de malfaçons ou désordres affectant les ouvrages relevant du domaine public communal. Le Département se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

### **Article 17. Communication**

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

### **Article 18. Caractère exécutoire et notification**

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement au Département et à la Métropole, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

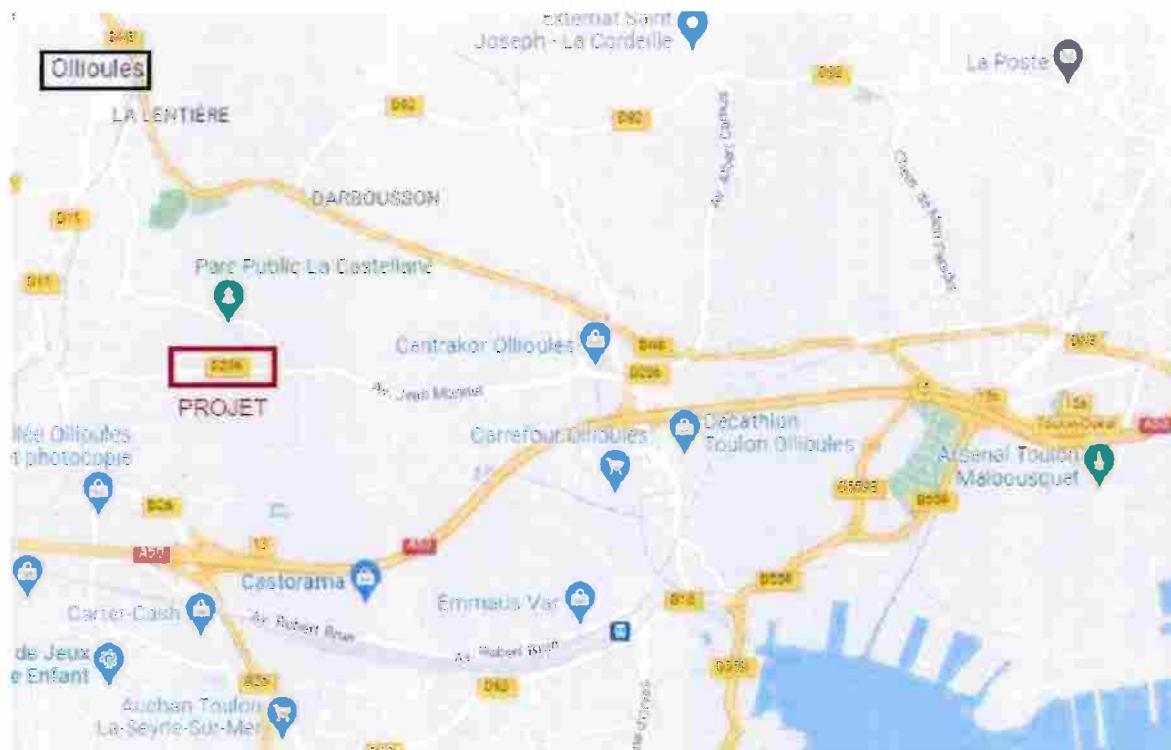
**A Toulon, le**

**Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,  
Le Président**

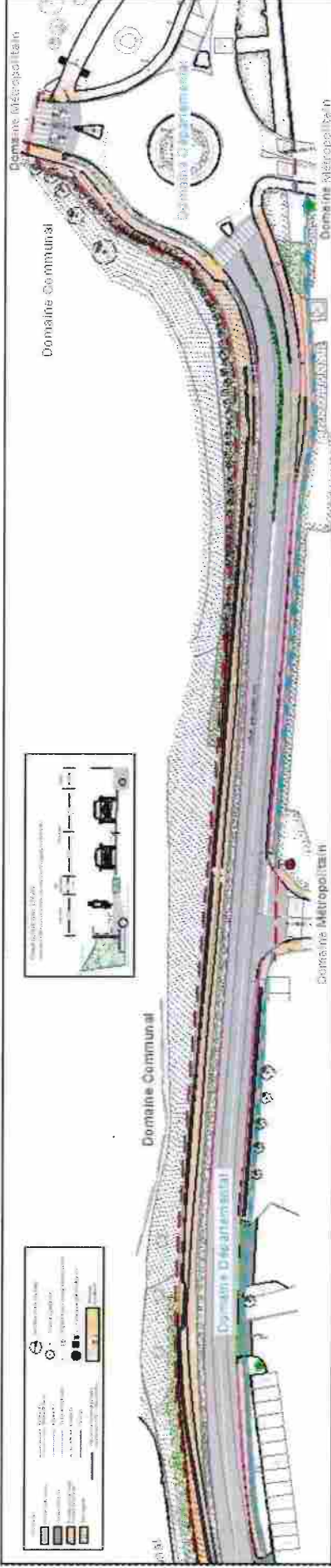
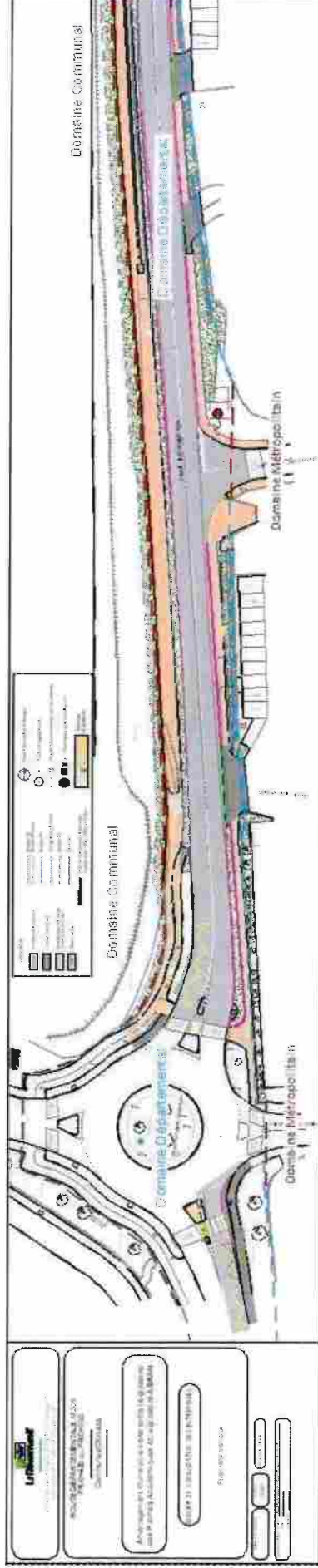
**Jean-Pierre GIRAN**

**RD206 OLLIOULES - PR 0+420 au PR 0+950**  
**AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE ENTRE LE GIRATOIRE DES PALMES ACADÉMIQUES**  
**ET LE GIRATOIRE ABRAN**

**ANNEXE 1 - Plan de situation**



**RD206 OLLIOULES - PR 0+420 au PR 0+950**  
**AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE ENTRE LE GIRATOIRE DES PALMES ACADÉMIQUES ET LE GIRATOIRE ABRAN**  
**ANNEXE 2 - Plan général des travaux**





**RD206 OLLIOULES - PR 0+420 au PR 0+950**  
**AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE ENTRE LE GIRATOIRE DES PALMES ACADÉMIQUES**  
**ET LE GIRATOIRE ABRAN**

**ANNEXE 3 - Constat de réalisation des équipements**

Le ..... à .....

Il a été constaté que :

Les équipements, décrits à l'article 4 de la convention et rappelés ci dessous, ont été réalisés conformément aux dispositions prévues : (1)

- le dégagements des emprises, les déposes et démolitions, les terrassements de toutes natures,
- la réalisation des structures de la voie verte, des trottoirs et de la chaussée ainsi que la reprise de 2 arrêt bus,
- la réalisation d'un mur de soutènement et d'un îlot séparateur à végétaliser le long de la voie verte,
- le renforcement du réseau pluvial et de l'arrosage, la création du réseau d'éclairage public et de la fibre communale ainsi que le remplacement de 2 poteaux incendie,
- la mise en œuvre d'un enrobé beige sur la voie verte et les trottoirs, d'un enrobé noir sur la chaussée ainsi que de la terre végétale dans les nouveaux espaces verts,
- la mise en place des signalisations horizontale et verticale.

Les équipements, décrits à l'article 4 de la convention, ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département du Var :

*Le chef du Pôle Ingénierie*

Le représentant de la Métropole TPM :

*Le directeur général des Services Techniques*

(1) rayer la mention inutile

**RD206 OLLIOULES - PR 0+420 au PR 0+950**  
**AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE ENTRE LE GIRATOIRE DES PALMES ACADÉMIQUES**  
**ET LE GIRATOIRE ABRAN**

**ANNEXE 4 - Tableau de répartition financière**

*Les montants indiqués sont basés sur l'estimation prévisionnelle de l'opération.*



**RD206 – OLLIOULES – PR 0+420 au PR 0+950**  
**AMENAGEMENT D'UNE VOIE VERTE ENTRE LE GIRATOIRE DES**  
**PALMES ACADEMIQUES ET LE GIRATOIRE ABRAN**

**ESTIMATION GLOBALE ET REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION**

		PARTICIPATIONS			
TRAVAUX	MONTANT HT	DÉPARTEMENT DU VAR	%	METROPOLE TPM	%
Marché principal: TERRASSEMENT, ASSAINISSEMENT, CHAUSSEE (TAC)					
1 - INSTALLATION DE CHANTIER	118 000,00 €	112 100,00 €	95,00%	5 900,00 €	5,00%
2 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES	98 000,00 €	93 100,00 €	95,00%	4 900,00 €	5,00%
3 – MURS	415 000,00 €	415 000,00 €	100,00%	0,00 €	0,00%
4 – RESEAUX	353 000,00 €	321 230,00 €	91,00%	31 770,00 €	9,00%
5 – VOIRIE	366 000,00 €	335 255,00 €	91,60%	30 745,00 €	8,40%
6 - SIGNALISATIONS HORIZONTALE ET VERTICALE	16 000,00 €	13 920,00 €	87,00%	2 080,00 €	13,00%
Total marché principal TAC :	1 366 000,00 €	1 290 605,00 €	94,48%	75 395,00 €	5,52%
Marché ECLAIRAGE PUBLIC	72 000,00 €	0,00 €	0,00%	72 000,00 €	100,00%

TRAVAUX MONTANT TOTAL HT :	1 438 000,00 €	1 290 605,00 €	89,75%	147 395,00 €	10,25%
-------------------------------	----------------	----------------	--------	--------------	--------

REVISION DES PRIX (5%) ET SOMME A VALOIR (HT) :	84 000,00€	75 390,00€	89,75%	8 610,00€	10,25%
COORDONNATEUR SPS (HT) :	3 500,00€	3 141,25€	89,75%	358,75€	10,25%
LABORATOIRE (HT) :	11 500,00€	10 321,25€	89,75%	1 178,75€	10,25%

OPERATION - MONTANT HT :	1 537 000,00 €	1 379 457,50 €	89,75%	157 542,50 €	10,25%
--------------------------	----------------	----------------	--------	--------------	--------

MONTANT TVA (20%) :	307 400,00 €	PARTICIPATION METROPOLE TPM			
---------------------	--------------	-----------------------------	--	--	--

OPERATION - MONTANT TTC :	1 844 400,00 €
---------------------------	----------------

version de 08 avril 2024

PRESTATIONS REDUITES POUR ITEM :

**10,25%**

*Paysager (avec bordure P1 et voilage métal pour paysager uniquement + terre végétale + arrosage)*

*Réseaux (hors déblais / remblais) : fourreaux et regards Fibre Moirée et Arrosage + poteaux incendie*

*Eclairage complet (hors déblais / remblais) : fourreaux + câbles + massifs + candélabres*

*Déplacement des 2 arrêts bus (avec bordures quai bus, bandes podotactiles et marquage associés)*

**Participation de la MÉTROPOLE TPM : 10,25 % du montant HT de l'opération**

**CONVENTION RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE VERTE  
EN PARALLÈLE À LA RD 206 ENTRE  
LE GIRATOIRE DES PALMES ACADÉMIQUES ET LE GIRATOIRE ABRAN  
(HORS AGGLOMÉRATION)  
PR D0+420 AU PR D0+950 À OLLIOULES,**

*(Convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière)*

Entre :

Le Département du Var représenté par **Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var**, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente n° G 104 du 08 juillet 2024

Le Président du Conseil départemental est représenté par **Monsieur Ludovic PONTONE, Conseiller départemental et Président de la sous-commission** "mobilités et infrastructures routières" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Ci-après désigné par « le Département » d'une part,

Et

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par **Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, Maire de Hyères**, habilité à cet effet par délibération n° du Bureau métropolitain en date du

Ci-après désigné par « la Métropole », d'autre part.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

## **Article 1. Contexte de la convention et justification de l'aménagement**

Validée par la délibération de la Commission permanente n°G94 du 25 septembre 2023, la convention initiale CO 2023-1212 comprend la participation de la Métropole d'un montant de 393 750 €. Ce montant n'a pas été accepté par la Métropole, motivé par le fait que les travaux et prestations à sa charge correspondent à un aménagement situé en agglomération, alors que la section de la RD206 concernée est située hors agglomération, impliquant une prise en charge financière à réduire.

En rappel pour cette opération : Le Département a étudié l'aménagement d'une voie verte sur la route départementale 206 à Ollioules, entre le giratoire des Palmes Académiques et le giratoire Abran (PR D0+420 au PR D0+950) pour sécuriser le parcours cyclable et les cheminements piétons. Le projet consiste ainsi en la création d'une voie verte et d'un trottoir ainsi que la reprise de la chaussée sur un linéaire de 450 m. Ce nouvel aménagement est réalisé en direction de Naval Group et de la Technopole de la Mer, dans la continuité de la voie verte faite en 2013 depuis le giratoire avec la RD26.

La RD206 à Ollioules permet une liaison directe avec Toulon Ouest. La section concernée est située dans une zone d'activités commerciales et d'habitations et elle est la seule voie d'accès à la Technopole de la Mer. Son trafic moyen est de 10 600 véhicules/jour. L'environnement immédiat de cette voie justifierait son classement en agglomération.

Les travaux se déroulent sous maîtrise d'ouvrage départementale, ils débutent au 1er trimestre 2025, pour une durée estimée à 6 mois.

## **Article 2. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet :

- d'une part, de confier la maîtrise d'ouvrage des travaux décrits à l'article 4 au Département conformément aux articles R.2431-1 et L.2410-1 à L.2432-6 du code de la commande publique,
- d'autre part, de définir les modalités techniques, administratives et financières de réalisation de ces travaux en accord avec la Métropole.



### **Article 3. Pièces constitutives**

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte 4 annexes :

- annexe 1 : plan de situation,
- annexe 2 : plan général des travaux, comprenant la délimitation des domaines publics départemental et métropolitain,
- annexe 3 : constat de réalisation des équipements,
- annexe 4 : tableau de répartition financière.

### **Article 4. Nature des travaux**

L'opération concerne l'aménagement d'une voie verte avec un mur de soutènement au nord, d'un trottoir au sud et la reprise de la chaussée.

Les travaux comprennent le terrassement du talus situé au nord de la RD206 pour permettre la pose d'un mur de soutènement en éléments préfabriqués et la réalisation de la voie verte séparée de la chaussée par un îlot à végétaliser. Un trottoir est créé sur la partie sud de la RD206 comprenant le réseau d'éclairage public (section non éclairée actuellement), le renforcement du réseau pluvial et du réseau d'arrosage ainsi que la pose de fourreaux pour la future fibre communale.

Les travaux comprennent également la reprise de deux arrêts bus, les enrobés sur la chaussée et la reprise ponctuelle de la branche ouest (depuis Ollioules centre) du giratoire des Palmes Académiques afin d'augmenter sa déflexion pour faire ralentir les véhicules dans ce giratoire.

Les principales prestations sont les suivantes :

- le dégagements des emprises y compris le déplacement d'arbres, la dépose de la signalisation verticale,
- les terrassements de toutes natures y compris dans les espaces verts et le talus,
- la dépose de bordures, la démolition de chaussées et de trottoirs,
- la réalisation d'un mur de soutènement en éléments préfabriqués avec parement en pierres et la création d'un îlot séparateur à végétaliser en protection de la voie verte,
- le renforcement du réseau pluvial et la création du réseau d'éclairage public,
- la pose de fourreaux pour le futur réseau fibre de la commune d'Ollioules,
- le remplacement de deux poteaux incendie,
- la réalisation de structures de voie verte, de trottoir et de chaussée,
- la reprise de deux arrêt bus,
- la mise en œuvre d'un enrobé beige sur la voie verte et le trottoir ainsi qu'un enrobé noir sur la chaussée,

- la mise en oeuvre de terre végétale et du réseau d'arrosage primaire dans l'îlot séparateur et les nouveaux espaces verts,
- la mise en place des signalisations horizontale et verticale.

L'aménagement paysager sera réalisé ultérieurement par la Métropole.

#### **Article 5. Maîtrise d'ouvrage des travaux**

Le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux décrits à l'article 4 ci-dessus, dans le cadre de la présente convention valant permission de voirie.

#### **Article 6. Maîtrise d'œuvre des travaux**

##### **- Phase réalisation :**

Le Département assure la maîtrise d'œuvre du chantier, via le pôle ingénierie de la direction des infrastructures et de la mobilité.

Au moins quinze jours avant, le Département informe la Métropole de la date de démarrage du chantier et de la durée d'exécution des travaux.

Les travaux font l'objet d'essais et de contrôles, dont les résultats sont communiqués à la Métropole.

Le Département invite la Métropole à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observation sur la qualité des travaux effectués, le Département ne peut être tenu responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

##### **- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :**

La Métropole participe aux différentes phases des opérations préalables ainsi qu'à la réception des travaux.

La Métropole formule ses observations éventuelles et ses avis sur le traitement des non-conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal. Celles-ci ne peuvent porter que sur les travaux lui incombant et objets de l'article 3 du présent document, mais elles sont informées de tous travaux pouvant avoir des incidences sur leurs propres réseaux.

## **Article 7. Approbation technique du projet**

Le Département réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation à la Métropole.

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter des dates d'accusé de réception par la Métropole des documents concernés. Si les approbations ne sont pas notifiées au Département dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme approuvée.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier, nécessaire pour des considérations techniques, est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme approuvée (acceptation tacite).

## **Article 8. Déroulement des travaux**

La Métropole a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'elle juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

Le Département fournit à la Métropole tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualité, etc.) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécifications du DCE, ainsi que les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art.

Ces éléments et contrôles sont transmis à la Métropole sans délai afin de lui permettre une réaction appropriée le cas échéant.

En cas de manquement constaté eu égard aux instructions et prescriptions prévues par la présente convention, les agents de la Métropole habilités informent le Département afin qu'il prenne les dispositions nécessaires et fasse pallier les défaillances constatées.

## **Article 9. Occupation du domaine public**

Le Département est autorisé à réaliser, dans l'emprise du domaine public routier métropolitain, tous les travaux nécessaires à l'aménagement, sous réserve de l'approbation par la Métropole du projet définitif de l'aménagement tel que présenté par le Département.

Le Département a la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

## **Article 10. Prescriptions techniques particulières**

Les travaux nécessaires pour l'aménagement de la voirie comprenant la création de la voie verte, décrits à l'article 4 ci-dessus, sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

- **Signalisation du chantier :**

Le Département a la charge de la signalisation réglementaire du chantier, qui doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire). Les arrêtés temporaires de circulation seront demandés auprès des autorités, détentrices des pouvoirs de police de la circulation.

- **Coordination de sécurité et protection de la santé :**

Le Département désigne un coordonnateur SPS lors du lancement du chantier.

- **Vérification de l'implantation des équipements :**

Avant toute exécution effective d'ouvrage ou de partie d'ouvrage appartenant à la Métropole (ou devant lui être rétrocédé), il est procédé à une vérification contradictoire de leur implantation.

- **Achèvement et réalisation des travaux :**

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat de réalisation des équipements (annexe 3), signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : le chef du pôle ingénierie ou son représentant légal.

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : le directeur général des services techniques ou son représentant légal.

Ce constat ne peut être signé qu'après la fourniture par le Département à la Métropole du dossier des ouvrages exécutés (DOE), comprenant les plans de récolement et du dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage (DIUO) des aménagements réalisés.

## **Article 11. Financement de l'opération**

### **Estimation de l'opération :**

Tous les aménagements sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Département.

A titre indicatif, le montant total estimé de l'opération est arrondi à 1 844 400 € TTC soit 1 537 000 € HT, intégrant le montant des travaux arrondi à 1 438 000 € HT.

Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés aux frais du Département avec une participation financière de la Métropole correspondant aux postes suivants :

- les installations et signalisations de chantier en partie au prorata des travaux réalisés
- les travaux préparatoires en partie, au prorata des travaux réalisés.
- la fourniture et la pose de fourreaux et tuyaux pour les réseaux d'éclairage public, de l'arrosage primaire et de la fibre communale ainsi que le remplacement des 2 poteaux incendie situés dans l'emprise des travaux,
- la création de l'éclairage public (candélabres, câbles et raccordements)
- la fourniture et la pose de bordures P1 et de voliges métalliques comme délimitation des nouveaux espaces verts y compris l'îlot séparateur à végétaliser,
- la fourniture et la pose de bordures quai bus et des équipements de vigilance (dalles podotactiles et dispositif de guidage), le marquage jaune et la repose des totems existants pour les 2 arrêts bus déplacés,
- la mise en œuvre de terre végétale sur l'îlot séparateur de la voie verte et les nouveaux espaces verts.

**La participation de la Métropole est fixée à 10,25 % du montant HT de l'opération, soit estimée à 157 542,50 €, à titre indicatif.**

Cette participation sera calculée en fonction du montant total des dépenses réellement constatées à l'issue des travaux, sur présentation des justificatifs.

### **Taxe sur la valeur ajoutée :**

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. La participation de la Métropole est donc non grevée de T.V.A.

### **Conditions de paiement :**

Les versements par la Métropole sont subordonnés à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou au prorata des travaux réalisés.

#### Échéancier de paiement :

Le règlement de la participation financière de la Métropole se fait à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal (annexe 3 de la présente convention) signé par les deux cosignataires attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par le Département.

La Métropole s'engage à adresser les titres de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par le Département, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

#### Réévaluation de l'opération :

Dans le cas d'un dépassement du montant de l'opération, l'ajustement à la hausse de la participation de la Métropole ne pourra se faire que par le biais d'un avenant à la présente convention.

### **Article 12. Maîtrise foncière**

A l'issue des travaux, les nouvelles limites du domaine public départemental et du domaine public métropolitain seront établies conformément au plan général des travaux présenté en annexe 2 de la présente convention. Ceci permet à chaque collectivité d'intégrer les nouveaux aménagements dans leurs domaines publics respectifs.

### **Article 13. Exploitation et entretien des ouvrages**

Le Département conserve l'ensemble de ses attributions en tant qu'autorité de police de la conservation de l'aménagement réalisé dans l'emprise du domaine public départemental, en parallèle à la RD 206.

Pour ce qui concerne l'éclairage public, le réseau en attente pour la fibre communale, le réseau primaire d'arrosage, les poteaux incendie, la Métropole, en tant que propriétaire de ces ouvrages, en assure les droits et les obligations leur incombant.

En particulier, la Métropole est entièrement responsable d'éventuels problèmes survenant durant la vie des ouvrages, tant vis-à-vis de défaut de conception, que de malfaçons ou encore de problèmes sanitaires.

En rappel, la Métropole, propriétaire de l'éclairage public, du réseau en attente pour la fibre, du réseau primaire d'arrosage et des poteaux incendie, assure l'entretien, la maintenance et l'exploitation comprenant :

- l'entretien en bon état de fonctionnement des dispositifs d'éclairage public et les remplacements de cas échéant, après le délai de garantie,
- les actions de maintenance du matériel d'éclairage, le remplacement des matériels défectueux ou détériorés, n'entrant pas dans la garantie,

- les dépenses liées au fonctionnement de l'éclairage (abonnement au réseau et consommations d'électricité dès la mise en service),
- l'entretien du réseau en attente pour le déploiement de la fibre pour le compte de la commune avec le remplacement des matériels défectueux ou détériorés,
- l'entretien du réseau primaire d'arrosage en attente de la réalisation des aménagements paysagers, et des poteaux incendie avec le remplacement des matériels défectueux ou détériorés,

La Métropole assure également la réalisation et l'entretien des aménagements paysagers comprenant :

- la fourniture et la pose de végétaux et de minéraux composant les aménagements paysagers dans l'îlot central du giratoire et les zones à végétaliser,
- la fourniture, la pose, la mise en fonctionnement et l'entretien du réseau secondaire d'arrosage (comportant les raccordements au réseau primaire, les électrovannes et commandes associées, les tuyaux et gouttes à gouttes, asperseurs...) avec le remplacement de toutes les pièces défectueuses des réseaux primaire et secondaire, le cas échéant,
- toutes les actions d'entretien de ces aménagements paysagers telles que l'arrosage, la fumure, le bêchage, la tonte et la taille dès le début des plantations,
- les dépenses liées à l'arrosage (abonnement aux réseaux et consommation d'eau et d'électricité) à la fertilisation et à la protection des sols dès la mise en service,
- les traitements phytosanitaires,
- le remplacement des végétaux au fur et à mesure de leur mortalité.

#### **Article 14. Conditions suspensives**

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par le Département de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.



### **Article 15. Durée de la convention**

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de trois ans suivant la date de sa signature sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement de la présente convention pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec A.R. deux mois avant la date de caducité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux réalisés. Les délais de garantie démarrent à la date de réception par la Métropole des travaux réalisés par le Département, cette réception étant formalisée par un procès-verbal, après la signature du constat de la réalisation des équipements (annexe 3) par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Le Département et la Métropole se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois.

### **Article 16. Règlement des différends**

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **A - Litiges**

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts, composée de deux membres, le Département et la Métropole désignent respectivement un seul membre. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des deux parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

#### **B - Responsabilités**

La Métropole est informée que, le cas échéant, sa responsabilité peut être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire, au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager du domaine public, du fait du non-respect des obligations découlant de la présente convention par la Métropole. Et inversement, il en est de même pour la responsabilité du Département qui pourrait être mise en cause pour les travaux sur l'emprise communale.

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de la Métropole non prévus par la présente convention.



Le Département ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

Le Département est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé au Département ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier, ou faute d'avoir présenté ses observations lors de la réception des travaux, la Métropole ne peut ultérieurement mettre en cause la responsabilité du Département dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

### **C - Recours suite aux travaux**

La Métropole donne mandat au Département, maître d'ouvrage des travaux prévus par la présente convention, aux fins d'engager, le cas échéant, toutes recherches en responsabilité, opérations d'expertise et/ou actions judiciaires à l'encontre des entreprises susceptibles d'être responsables de malfaçons ou désordres affectant les ouvrages relevant du domaine public communal. Le Département se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

### **Article 17. Communication**

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

### **Article 18. Caractère exécutoire et notification**

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement au Département et à la Métropole, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

**A Toulon, le**

**Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,  
Le Président**

**Jean-Pierre GIRAN**

**Fait à Toulon, le**

**Pour le Président du Conseil départemental**

**Ludovic PONTONE**

**Conseiller départemental**

**Vice-Président de la commission  
mobilités et infrastructures routières  
(territoire métropolitain)**